

45^{ème} HESTEJADA DE LAS ARTS

LA MANIFESTIVITÈ POLITIQUE D'OCCITANIE QUÉMIQUE

HESTEJADA de las ARTS

A LA UNE...

8 novembre 2022
Rencontre des élu·e·s
& mandaté·e·s

CULTURE

45ème Hestejada de las
Arts

TERRITOIRES

Les 5 derniers
congrès des Unions
Départementales de la
Nouvelle-Aquitaine



DOSSIER

Quelles éco-sociaux conditionnalités des aides publiques ? Audition CGT au CESER

Edito



Au lendemain des législatives, le moindre que l'on puisse dire c'est que le leurre du RN pour éloigner les salarié-e-s des idées progressistes a fonctionné !

Certes, ces élections sont une claque pour le président Macron, qui après cinq ans de règne sans partage au service des plus riches, va devoir composer avec une assemblée où il n'aura plus la majorité absolue. Malheureusement, les idées ultralibérales y seront bien majoritaires et la mesure phare du RN

d'augmenter les salaires de 10 % sans cotisations sociales est là pour nous le rappeler.

En mettant pour un temps sous le tapis, ses idées les plus nauséabondes, le RN réussit à tromper sur son objectif premier qui est de diviser les salarié-e-s entre ceux qui auraient un peu de droits et d'autres sans droit de travailler, sans droit de se loger ni d'avoir de famille, sans droit de se soigner.

Mais, quels que soient leurs votes, les salarié-e-s ont rejeté, avant tout, la politique du gouvernement, fait de casse du service public qui a engendré un sentiment de déclassement social, d'une politique fiscale au service des puissants, du blocage du SMIC et du point d'indice, d'un service de l'emploi qui stigmatise et réduit les droits des travailleur-euse-s.

Dans ce contexte, le comité régional se doit : de continuer le travail engagé entre autre avec « la rhétorique de la haine », qui ne demande qu'à se développer sur notre territoire ; de déconstruire les idées d'extrême droite en alertant sur les dangers de son programme et pourrait engager un travail sur l'accès pour toutes et tous aux activités sociales culturelles et sportives synonymes d'émancipation pour les salarié-e-s et de connaissance du monde.

En partant de nos valeurs basées sur la solidarité entre tous-tes les travailleur-euse-s, tous ensemble, parlons travail, emplois, salaires avec les salarié-e-s et portons leurs revendications.

Développons, en prenant appui sur nos élu-e-s et mandaté-e-s, des revendications sur les politiques publiques, visant à un développement harmonieux des territoires et des populations qui y vivent à partir des aspirations des travailleuses et travailleurs.

Dans ce sens, la rencontre des élu-e-s et mandaté-e-s qui aura lieu le 8 novembre, veille de notre conférence régionale, tracera des perspectives de travail pour que nos camarades soient encore plus actif-ive-s dans la construction de nos revendications.

Notre conférence régionale, qui se déroulera les 9 et 10 novembre, sera, quant à elle, un moment démocratique de prises de décisions sur les enjeux régionaux comme outil pour l'élévation du rapport de force.

Les luttes en cours sont des extraordinaires terrains d'expérimentations pour la diffusion de nos idées pour une société plus juste, plus solidaire, comme les 32 heures pour travailler mieux et toutes et tous, le Nsts (Nouveau statut du travail salarié) et sa sécurité sociale professionnelle, attachant des droits aux salarié-e-s et non plus au poste de travail dans un contexte de sécurité de l'emploi. On en parle ?

Robert Colin

Sommaire

Editorial.....p2

À la Une

8 novembre 2022 : Rencontre des élu-e-s & mandaté-e-s.....p3

Culture

Uzeste : 45^{ème} Hestejada de las Arts.....p4

Territoires

Congrès de l'UD de la Creuse.....p11

Congrès de l'UD des Landes.....p12

Congrès de l'UD Charente-Maritime..p13

Congrès de l'UD de la Dordogne.....p14

Congrès de l'UD de la Vienne.....p15

Forum

Travail & handicap.....p16

DOSSIER

Quelles éco-sociaux conditionnalités des aides publiques ? Audition CGT au CESER.....p5-10

Directrice de publication : Valérie Paulet

C.P.P.A.P : 1022 S 08512

Création : pom'C - 47350 LACHAPELLE

Imprimé par Rivet Presse Edition, Limoges



8 novembre 2022

Rencontre des élu·e·s & mandaté·e·s



Issue des décisions de la conférence régionale qui créa le comité régional CGT Nouvelle-Aquitaine (CRNA), la rencontre des élu·e·s et mandaté·e·s aura lieu la veille de notre deuxième conférence qui se réunira les 9 et 10 novembre 2022 à Limoges.

La situation sociale, puis la crise sanitaire qui se sont succédées ces dernières années, nous ont mis en difficulté non seulement pour la préparer mais aussi pour la tenir.

Néanmoins, au vu de la place importante qu'ont les élu·e·s et mandaté·e·s (EM) dans notre structure, le CRNA a décidé de la maintenir en la juxtaposant à notre conférence, afin que ses débats puissent l'enrichir et aussi favoriser la participation.

Ce moment de partages et de réflexions permettra d'étayer par un compte-rendu les débats de la conférence et sera un support pour nos unions départementales (UD) dans les décisions qu'elles auront à prendre.

Ce sont donc 115 mandaté·e·s, sur les plus de 200 que compte notre région, issu·e·s de nos quatre collectifs (FP, TSPSH, CESER, TPE Artisanat) avec les représentants de nos UD qui vont débattre sur la place et le rôle des élu·e·s et mandaté·e·s dans le comité régional CGT Nouvelle-Aquitaine.

Le sujet est vaste mais crucial pour les salarié·e·s qui, dans un contexte économique et social plus que dégradé et un gouvernement appliqué à servir la soupe au grand capital, sont dans l'attente d'une CGT avec des revendications construites à partir de leurs aspirations.

Ce contexte et quel que soit le résultat des législatives, confère à notre syndicalisme de classe une grande responsabilité et à notre comité régional celle d'être au plus près des préoccupations de nos syndiqué·e·s et des salarié·e·s, notamment en matière de politiques publiques.

Travail, santé, transport, culture, aménagement du territoire, formation professionnelle et enseignement, sont autant de thèmes sur lesquels nos mandaté·e·s sont consulté·e·s et sur lesquels ils-elles ont développé une expertise.

Mais, si cette expertise reste dans les instances dans lesquelles la CGT est représentée, elle n'enrichit pas notre organisation. D'ailleurs, la question de notre présence ou pas dans quelque instance que ce soit doit être posée car les mandats sans droits syndicaux ne sont pas structurants pour le comité régional et nous ne pouvons pas demander l'impossible à nos mandaté·e·s.

Comment, avec l'aide du CR, ils et elles participent à la construction revendicative de nos structures en territoires qui sont en lien avec les salarié·e·s ?

Et à l'inverse, comment nos mandaté·e·s portent-ils ou elles les revendications de nos structures dans les instances ?

Pour alimenter nos débats, notre rencontre débutera par un état des lieux des instances de dialogue social et de la diversité de nos mandaté·e·s CGT dans ces instances régionales : diversité territoriale, professionnelle, mais aussi, renouvellement, rajeunissement et féminisation.

À la demande des UD, un questionnaire sur le vécu dans leurs mandats a été diffusé à l'ensemble de nos mandaté·e·s. Il est impératif que celui-ci nous revienne.

La convocation pour cette rencontre parviendra prochainement dans les UD, mais d'ores et déjà nous vous invitons à l'inscrire dans vos agendas.

En attendant, plusieurs outils vont être mis en service afin d'améliorer notre vie syndicale : une application web, pour la gestion de nos élu·e·s et mandaté·e·s, sera opérationnelle très prochainement ; un espace dans le cloud sera mis à disposition des EM pour le partage d'informations ainsi qu'un livret récapitulatif les spécifications des instances.

Robert Colin
Responsable élu·e·s et mandaté·e·s régionaux
Réfèrent TPE Nouvelle-Aquitaine

UZESTE : 45^{ÈME} HESTEJADA DE LAS ARTS



« CE N'EST QU'UN COMBAT, CONTINUONS LE DÉBUT ».

Après deux ans de silence, l'hestejada va retrouver le chemin estival Uzestoï.

Certes, ces deux années passées auront laissé des traces. Les agoraphobes auront renforcé leurs peurs, le repli individualiste aura fait des émules mais pourtant la nécessaire rencontre avec l'autre, les autres, demeure indispensable pour construire des perspectives collectives dans un monde en bien triste état. La CGT sera présente pour sa 33^{ème} participation. Ce n'est pas rien et je vous recommande la lecture du « swing des ouvriers », paru en 2019, retraçant les trente ans de notre participation co-élaboratrice dans cette aventure artistique. C'est effectivement en 1989 que la CGT planta pour la première fois la toile de la Vie Ouvrière face à la collégiale... Ce qui en fait la seule aventure syndicale aussi longue dans le temps rassemblant artistes, syndicalistes, chercheur·euse·s, dans une démarche co-constructive qui croise cette réflexion pluridisciplinaire guidée avant tout par le désir. Désir de découvrir, de se confronter à l'autre et à soi-même, de découvrir des visions du monde parfois inconnues qui construisent ainsi des chemins communs chacun à partir de ce qu'il est et de ce qu'il fait. Le syndicalisme a sa participation à jouer dans ce concert pluridimensionnel. Musique contemporaine, documentaires, théâtre, arts plastiques, tentent de se mélanger avec des rencontres et des débats sur l'égalité des genres, sur la nécessité des services publics, sur la solidarité internationale et tant d'autres sujets que depuis des années nous proposons. Historien·ne·s, psychanalystes, économistes, chercheur·euse·s en tout genre se frottent donc avec des camarades qui chaque jour font vivre comme ils peuvent un syndicalisme de classe dans leurs entreprises. Cette confrontation de réalités et de pratiques nous amène bien souvent à un constat commun : chacun·e avec ses particularités a besoin de l'autre pour construire une autre société, combattre un système capitaliste qui tue chaque jour et amène l'humanité dans un chaos que nous pouvons éviter.

C'est tout cela Uzeste, chacun·e et tous ensemble.

Cette année, les artistes seront bien présent·e·s au rendez-vous avec : Michel Portal, Bernard Lubat, André Minvielle, François Corneloup, Fabrice Vieira, Juliette Kapla, Margot Auzier... et tant d'autres.

Normalement, « la cabane du gemmeur » construite par les syndiqués de la filière bois sera dressée dans les champs Alyzée et accueillera de nombreux·euses invité·e·s : Gérard Noiriel et Martine Derrier qui présenteront « la rhétorique de la haine », ainsi qu'un travail portant sur « identité et dignité ». Ces échanges prennent une dimension importante dans le combat que nous avons besoin de poursuivre contre les idées d'extrême droite. Nous accueillerons également des réfugié·e·s Afghan·e·s par le biais d'une association qui travaille avec la CGT. Des femmes afghanes viendront témoigner de leurs conditions et des drames abjectes qu'elles subissent de la part des Talibans, des syndicalistes exfiltré·e·s avec le soutien de la CGT, ainsi que des artistes feront partie de cette délégation.

Nous proposerons également des débats sur les enjeux de la santé, des services publics ainsi qu'un hommage à notre ami et camarade Marcel Trillat qui nous a quitté en 2019.

D'ici la semaine du 13 au 20 août, des contenus changeront sans doute en fonction de l'évolution de la situation et du mouvement social qui va avoir fort à faire dans les périodes qui s'ouvrent. Pour terminer, nous appelons au renforcement des équipes de militantes et militants afin d'aider et d'assurer une présence fraternelle de la CGT, comme elle sait le faire depuis tant d'années.

Comme vous le savez, nous nous occupons d'une partie de l'organisation de l'hestejada, à cela s'ajoute la tenue du stand, du montage et démontage etc... Plus on est nombreux·euses et mieux c'est... Nous organisons des roulements de deux heures afin que les camarades puissent également profiter des différentes propositions programmées, le tout dans une ambiance fraternelle qui fait du bien dans ces périodes complexes.

Rendez-vous à Uzeste du 13 au 20 août 2022 !

Alain Delmas

QUELLES ÉCO-SOCIO CONDITIONNALITÉS DES AIDES PUBLIQUES ?

Audition CGT au CESER



Depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs se creusent les méninges pour favoriser les entreprises considérant que le travail est un coût et non une richesse. D'exonérations sociales, fiscales aux aides publiques directes, rien n'est de trop pour répondre aux exigences d'un capital avide de plus en plus de bénéficiaires pour satisfaire uniquement la distribution de dividendes aux actionnaires.

Depuis la mise en place de ces systèmes, la CGT dénonce ces cadeaux à celles et ceux qui détiennent les capitaux aux dépens de celles et ceux qui en ont le plus besoin et qui créent les richesses par le fruit de leur travail.

Les crises économiques successives avec les interventions de l'État répétées pour sauver le système ont démontré que le capitalisme privatise les bénéficiaires au service des plus riches et socialise les pertes en pressurant toujours plus celles et ceux qui vivent uniquement de leur travail.

Evidemment, toutes ces largesses sont accordées sans contreparties qu'elles soient sociales, environnementales, démocratiques ou éthiques.

Il est nécessaire d'orienter et conditionner les aides publiques à des critères sociaux et environnementaux avec plusieurs objectifs : maintenir et créer de l'emploi, améliorer la situation des travailleur·euses et utiliser la conditionnalité comme levier pour orienter vers la transition écologique. Le contrôle et l'utilisation des aides publiques sont des enjeux de politique économique de premier plan.

La crise du Covid, les dispositifs d'aides, les plans de relance mobilisent des moyens publics considérables qui exigent d'avoir une efficacité et un suivi.

La Cour des comptes, l'Assemblée nationale et le Conseil économique, social et environnemental ont pointé cette nécessité.

C'est à partir de ce « pointage » que le CESER NA a voulu auditionner la CGT sur ce sujet.

La rencontre qui a eu lieu le 12 juillet au CESER a permis à la CGT de faire, dans un premier temps, un constat sans appel sur l'inefficacité de ces dispositifs mais également de faire des propositions concernant d'éventuelles aides aux entreprises liées à des obligations pour les employeurs.

Cette rencontre a été préparée avec Julien Ruiz, mandaté CGT au CESER, Samantha Dumousseau et Laurent Jacquelin du collectif d'animation du comité régional.

La délégation était composée de Samantha Dumousseau, Hervé Pineau et Laurent Jacquelin.

Nous vous présentons une partie du diaporama qui a été présenté au CESER qui éclaire sur le déroulé et le contenu de nos interventions.

Nous avons le sentiment d'avoir eu un écho favorable de la commission qui nous a auditionnés.

Vous pouvez retrouver l'intégralité du diaporama sur le site du comité régional www.cgt-na.fr

3 // DES CRITÈRES SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX, DÉMOCRATIQUES ET D'ÉTHIQUE :

Créer des emplois de qualité et sécuriser les parcours professionnels sur les territoires de Nouvelle-Aquitaine :

- Objectiver quantitativement et qualitativement les emplois créés. **(Critère obligatoire)**
- Sécuriser l'emploi et les parcours professionnels, GPEC.
- Stratégie investissement durable sur le territoire (appareil productif, R&D,...).

Favoriser une économie plus inclusive et solidaire :

- Respect de l'Égalité professionnelle Femme/Homme : présentation du plan d'action clair et chiffré. **(Critère obligatoire)**.
- Recrutement de jeunes, de publics éloignés de l'emploi et/ou en insertion ; respect 6 % travailleurs handicapés ; niveau d'emploi des seniors.

Améliorer, transformer et revaloriser le travail :

- Evolution des politiques salariales, répartition des richesses, des gains de productivité.
- Limitation et encadrement du recours à la sous-traitance, à l'externalisation.
- Indicateurs de santé au travail (taux d'accidents du travail, de RPS), négocier et encadrer la transformation numérique : droit à la déconnexion, télétravail.



3 // DES CRITÈRES SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX, DÉMOCRATIQUES ET D'ÉTHIQUE :

Priorité à la décarbonation des activités : (critère obligatoire)

- Développer des Plan de Mobilité (PDM) collectifs domicile/travail, encourager le co-voiturage et les mobilités douces en complément d'un aménagement du territoire efficace.
- L'efficacité énergétique des bâtiments.
- Transformation énergétique des process de production.

Engagements et plans d'actions de protection de la biodiversité.

Sobriété dans l'utilisation des matériaux et de l'eau, engagement à s'approvisionner en local ou circuit court, à s'inscrire dans une démarche d'éco-conception et d'économie circulaire à la fois dans les intrants et la gestion des déchets.



3 // DES CRITÈRES SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX, DÉMOCRATIQUES ET D'ÉTHIQUE :

La démocratie sociale comme moteur du développement :

- Information, consultation des IRP (CSE) sur les aides accordées à l'entreprise et leur utilisation (**Critère obligatoire**). Pour les TPE, information et bilan à échéances régulières dans les CPRI et CPRIA (Commissions paritaires régionales).
- Consultation des représentants syndicaux des branches professionnelles, au même titre que ceux des employeurs pour toute construction des feuilles de route de filières.

Critères de développement économique éthique :

- Respect du droit international du travail, de règles commerciales éthiques, limitation et contrôle de la sous-traitance (lutte contre le travail des enfants, la traite humaine,...).
- Lutte contre la fraude fiscale, l'optimisation fiscale (ex : prix de transferts).



4 // DES PRINCIPES ET MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE :

- **L'instruction de la demande** : l'entreprise doit préciser la nature et les objectifs du projet, être transparente sur ses orientations stratégiques (stratégie d'investissement, le lien avec le territoire, politique sociale et d'emploi).
- **L'intervention doit donner lieu à la formalisation d'un engagement contractualisé.**
- **Les éco-socio conditionnalités doivent s'appliquer de façon générale (sans seuil à priori).**
Un certain nombre de critères doivent être obligatoires et/ou prioritaires (création d'emplois durables, égalité professionnelle F/H, démocratie sociale (CSE), décarbonation).
- **... Mais aussi avec des modulations selon :**
 - La taille de l'entreprise, le niveau de l'aide publique.
 - La nature du projet (ex : entreprise en « retournement », relocalisation ou installation d'industries, reprise d'entreprises par des salariés sous forme coopérative,...)
- **L'accessibilité : mise en place de services publics régionaux de proximité** pour permettre l'accès et l'accompagnement des TPE, entreprises de petites tailles, de l'ESS, du champ associatif (elles ne disposent pas des moyens des ETI ou grands groupes).



5 // SUIVI, TRANSPARENCE, CONTRÔLE ET ÉVALUATION

Mise en place d'un comité de suivi associant le conseil régional, les organisations syndicales, les organisations d'employeurs et la société civile pour organiser le suivi, la transparence, le contrôle, et l'évaluation.

Suivi : suivre et proposer des adaptations (si besoin) des modalités de mise en œuvre des dispositifs d'éco-socio conditionnalités

Transparence : connaissance des aides publiques avec des approches plus approfondies par filière et par secteur professionnel, par taille d'entreprise.

Contrôle : il est de la responsabilité des services du conseil régional. Le comité de suivi pourra examiner et apprécier les situations problématiques (situation nouvelle, engagements pas ou peu remplis,...). Il pourra proposer en cas de non respect caractérisé des engagements, le remboursement total ou partiel des aides reçues.

Evaluation : mise en place d'indicateurs permettant d'apprécier dans quelle mesure la politique régionale et les aides publiques auront contribué à créer des emplois durables et de qualité en territoire, de réduire la précarité, d'améliorer les conditions et le rapport au travail, à des investissements et des transitions dans le système productif pour qu'il soit respectueux de l'environnement des coûts et donc des effets économiques, sociaux & environnementaux.

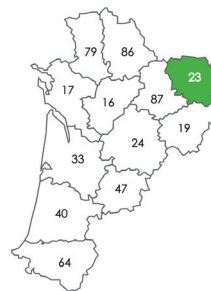


COMITÉ RÉGIONAL CGT NOUVELLE-AQUITAINE

Bourse du travail - 44 cours Aristide Briand - CS 61653 - 33075 Bordeaux cedex
Antenne : maison du peuple - 24 rue Charles Michels - 87 000 Limoges

Réalisé par le service communication - communication@cgt-na.fr





43^{ÈME} CONGRÈS DE L'UD CGT DE LA CREUSE

« CONSTRUIRE UNE QUALITÉ DE VIE SYNDICALE ET DÉMOCRATIQUE EN CREUSE »

Notre Congrès s'est déroulé les 19 et 20 mai à Sainte Feyre, avec en moyenne une centaine de congressistes par jour. L'UD de la Creuse a fait le choix d'inviter les camarades « Isolé·e·s » afin de les associer à nos travaux.



Nous remercions l'ensemble des invité·e·s et des partenaires qui ont participé à l'animation de ces deux journées.

Nous sommes plongés au cœur d'une série de crises dont la seule origine est un système capitaliste de plus en plus virtuel, improductif et qui ignore les besoins des travailleuses, des travailleurs et des entreprises.

Ces crises sont des outils du capitalisme, destinées à exercer une pression sans relâche sur les salarié·e·s pour geler les salaires, dégrader les conditions de travail et, au final, saboter l'outil de travail.

Le gouvernement n'a rien apporté, si ce n'est plus d'austérité et de reculs sociaux.

Des centaines de milliards d'argent public continuent d'être attribués aux entreprises sans aucune contrepartie, ni sur les salaires, ni sur les emplois.

L'issue à cette crise systémique naîtra de la force organisée des salarié·e·s, des agent·e·s, des retraité·e·s, des travailleurs et des travailleuses, des précaires et des privé·e·s d'emploi, des étudiant·e·s et de toute la jeunesse et de leurs volontés d'obtenir la satisfaction de leurs revendications. **Seul le rapport de force pèsera et nous fera gagner tous ensemble.**

L'enjeu de notre congrès est bel et bien de nous mettre toutes et tous (syndiqué·e·s, syndicats, professions organisées, UL et UD), en situation de relever les défis aussi nombreux qu'essentiels qui se posent à nous aujourd'hui, dans un contexte social, économique et politique se caractérisant par :

- la continuation, voire l'amplification des politiques libérales, de collaboration du gouvernement avec le monde de la finance et le grand patronat,
- la remise en cause sans précédent des droits des salarié·e·s du public et du privé et la casse des services publics et de la protection sociale,

éléments essentiels de solidarité et de correction des inégalités.

Après la validation des rapports d'activité et financier, les congressistes ont débattu autour des 3 résolutions « Vie Syndicale », « Revendications et luttes » et « Combattre les répressions syndicales » proposées dans le document d'orientation.

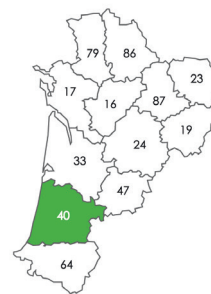
Parmi les thèmes qui ont particulièrement suscité les débats, nous retrouvons :

- la formation syndicale (équiper pour agir en savoirs et savoir-faire),
- la poursuite et le développement de notre plan de syndicalisation,
- la création d'un groupe de communication,
- la reconquête et le développement des Services Publics en lien avec l'emploi dans le secteur privé,
- l'exigence d'une véritable politique de relocalisation des Industries et la défense de notre savoir-faire Creusois,
- le renforcement des liens avec le Collectif PJC (Plus Jamais ça 23 et National),
- pas de conquêtes sociales sans libertés syndicales avec des modes de syndicalisation adaptés à notre département.

Nos revendications de progrès social, de protection de la planète, d'une vie meilleure pour toutes et tous, dans une société plus juste, la conquête de droits nouveaux, la réponse aux besoins sociaux, les enjeux de la transition écologique, la construction d'un rapport de force capable d'imposer une autre répartition des richesses produites par le travail, restent plus que jamais notre fil rouge.

A l'issue de nos travaux, la CE proposée a été élue à l'unanimité. Elle est composée de 23 membres (10 hommes et 13 femmes).

Laurent Margueritat
Secrétaire général de l'UD CGT Creuse



CONGRÈS DE L'UD CGT DES LANDES



31^{ème} Congrès de l'union départementale des Landes. 150 congressistes de tout le département, de toutes les professions, de tous les âges avec la présence de Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT se sont réuni·e·s en congrès les 19 et 20 mai 2022 à Mimizan.



Les thèmes abordés :

- ▶ Urgence à sauver l'Hôpital, les métiers du soin et du médico-social.
- ▶ Combattre la réforme des retraites à 65 ans de Macron.
- ▶ Les dangers de l'extrême-droite pour les travailleur·euse·s.
- ▶ La revalorisation immédiate des salaires, des pensions et du point d'indice des fonctionnaires.
- ▶ L'organisation et la présence de la CGT dans les Landes, la syndicalisation, la formation...
- ▶ La culture, la solidarité, l'aide aux travailleur·euse·s sans-papiers, le combat contre la traite d'Êtres Humains.

Les congressistes ont également débattu de la réélection d'Emmanuel Macron qui porte, avec le patronat, une lourde responsabilité dans la situation que connaît notre pays.

Sa politique et celle des gouvernements précédents ont accru les inégalités sociales, territoriales et augmenté la pauvreté.

Ses premières prises de parole ainsi que celles de beaucoup de ses soutiens, confirment cette volonté

de poursuivre dans cette voie... envisageant même de passer en force une nouvelle réforme des retraites !

La nomination d'Élisabeth Borne et du gouvernement montre une volonté de poursuivre une politique au service exclusif des plus riches, de la finance...

La CGT saura rapidement rappeler au Président et à son nouveau gouvernement qu'il existe une opposition majoritaire à ses projets, notamment d'allongement de l'âge de la retraite à 65 ans, rejeté par près de 70 % de la population.

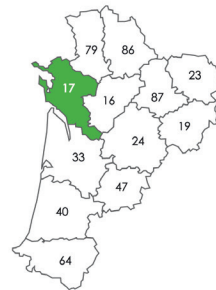
La volonté du monde du travail est de gagner une véritable transformation sociale et environnementale de notre société. C'est au travers de mobilisations sociales larges et unitaires des travailleurs et travailleuses, comme de la jeunesse et des retraité·e·s, tant au sein des entreprises, des services que des territoires, que nous l'imposerons !

Les personnels de la santé et de l'action sociale, les oubliés du Ségur, donnent un premier rendez-vous le 31 mai pour une nouvelle mobilisation. La CGT des Landes appelle tous ses syndicats à travailler tout l'été à la réussite d'une rentrée sociale forte dès le mois de septembre.

C'est en étant présente et en agissant au quotidien aux côtés de toutes celles et ceux qui souffrent que la CGT compte amplifier ces mobilisations.

La nouvelle direction de l'union départementale compte 16 membres élu·e·s pour trois ans.

Frédéric Boudigues
Secrétaire général de L'UD CGT des Landes



CONGRÈS DE L'UD CGT DE LA CHARENTE-MARITIME

Les 1^{er} et 2 juin, c'est tenu le 61^{ème} congrès de l'Union Départementale de Charente-Maritime dans la commune de Châtelailon située à 10 km de La Rochelle. Pour la troisième fois, notre Secrétaire Général Philippe Martinez nous a fait l'honneur de participer à nos travaux devant plus de 200 congressistes.



Toute la matinée celui-ci a débattu et répondu aux militant-e-s qui chaque jour se battent dans les entreprises, services, établissements pour faire respecter le droits des salarié-e-s en les mobilisant pour obtenir des meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires.

Pendant ces deux jours, ensemble nous avons échangé nos expériences, débattu, confronté nos analyses, pour ouvrir des perspectives pour l'avenir et de questionner notre organisation, dans sa façon de faire et sa capacité d'adaptation, d'innovation pour faire converger l'ensemble de la CGT afin d'instaurer un rapport de force nécessaire plus important pour nous faire entendre.

Ce qui nous a permis de définir des orientations :

- la place des syndicats dans les entreprises,
- la place et le rôle de nos unions locales,
- la qualité de vie syndicale,
- les élections professionnelles et de notre implantation,
- la syndicalisation,
- la continuité syndicale.

Nous avons aussi affronté nos difficultés, en toute transparence et en toute honnêteté, pour mieux les résoudre collectivement.

En effet, le syndicalisme, dont certains espéraient et espèrent toujours la disparition, ne peut pas tout, tout seul, mais rien ne peut se faire sans le syndicalisme.

La CGT c'est avant tout le collectif, la solidarité, la convergence d'intérêts de classe, mais pour autant, il serait irresponsable de penser, dans la conjoncture actuelle, que la pérennité des organisations syndicales et, spécifiquement, de notre syndicalisme de classe et de masse, est acquise.

C'est pourquoi, nous avons besoin d'une CGT forte de tous ses rouages pour progresser et chaque syndicat, chaque militant-e est un de ces rouages.

La confiance que nous ont accordé les syndicats présents au congrès pour ce troisième mandat, est d'avoir approuvé le bilan d'activité de la CE sortante à 97,82 % ; le document d'orientation à 90,84 % ; le rapport financier à 92,82 % ; la modification des statuts à 100 % et la nouvelle Commission exécutive et la CFC élues à 100 % des voix, et Yvonne GABORIT a été reconduite dans son mandat de Secrétaire Générale.

Cette nouvelle Commission Exécutive aura la responsabilité de mettre en œuvre les orientations au travers de nos plans de travail sur la syndicalisation, sur la structuration de notre organisation, sur notre qualité de vie syndicale, sur les collectifs à mettre en place pour gagner en analyse, en réactivité, en efficacité, pour être au plus près des plus précaires, des privé-e-s d'emploi, des retraité-e-s, des salarié-e-s.

Le document d'orientation qui constitue désormais la feuille de route de l'UD pour les 3 ans à venir engage la nouvelle direction de l'UD mais aussi, et surtout, l'ensemble des syndicats CGT du département.

Car la mise en œuvre de nos décisions, de nos ambitions, ne pourra reposer sur seulement quelques camarades.

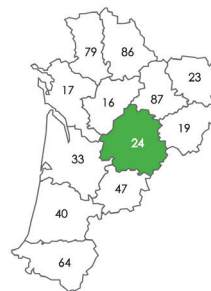
C'est le partage du travail syndical qui nous permettra à la fois d'être plus efficaces, plus réactif-ive-s, plus démocratiques et en capacité de porter des regards croisés sur différents sujets et d'affronter les mauvais coups de ce gouvernement.

Pour cela, nous aurons besoin d'une CGT en ordre de marche, une CGT combative, efficace, solidaire, une CGT de terrain, proche des salarié-e-s de tous horizons, de toutes professions.

Le congrès que nous venons de vivre a été porteur de ces ambitions.

Yvonne Gaborit

Secrétaire générale de l'UD CGT Charente-Maritime



CONGRÈS DE L'UD CGT DE DORDOGNE



Les 19 et 20 mai s'est tenu le congrès des syndicats CGT de la Dordogne. Ce sont environ 180 participant-e-s qui ont pris part aux débats à Trélissac.



Si nous sommes conscients que le contexte d'élections politiques est en partie déterminant quant aux choix qui seront faits en faveur ou au détriment des travailleur-euse-s, la teneur des discussions sur ces deux jours a bien démontré que la seule boussole pour la CGT, c'est ce qu'elle estime être l'intérêt des salarié-e-s, et que ce seront nos propres mobilisations qui seront primordiales dans l'équation.

41 syndicats étaient représentés. Pour la majorité des délégué-e-s, il s'agissait d'un saut dans l'inconnu puisqu'ils-elles assistaient là à leur premier congrès. La quantité d'informations circulant pendant ces deux jours aura été conséquente, mais aura aussi permis à ces primo-congressistes d'en ressortir avec quelques éléments de compréhension supplémentaires, et surtout quelques pistes pour l'activité de leur propre syndicat. Le bureau du congrès a donc essayé d'équilibrer les temps dévolus aux différents rapports introductifs et ceux consacrés aux interventions des délégué-e-s.

Le rapport d'activité de l'UD sur les 3 années écoulées a été voté après débats. Au regard de la faiblesse des moyens syndicaux détenus par les organisations interprofessionnelles du département, tant en ce qui concerne l'UD que les unions locales, nous pouvons noter l'importance de l'activité menée sur le mandat achevé, aussi bien en matière de mobilisations interprofessionnelles, contre à peu près toutes les attaques subies sous le gouvernement précédent, que sur l'activité quotidienne d'aide aux syndicats et aux

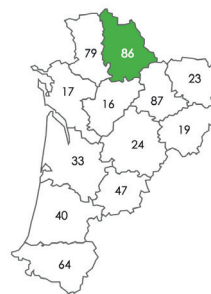
salarié-e-s. Le constat est fait que malheureusement, nous avons souvent été en nombre trop faible pour y parer au mieux, ce qui n'a pas empêché, parfois, des mobilisations réussies (notamment sur la dernière contre-réforme des retraites), ou des batailles dans les entreprises qui ont pu peser dans un sens favorable aux salarié-e-s, notamment sur les périodes de NAO.

Le rapport vie syndicale a également été soumis au débat, pour attirer l'attention sur la syndicalisation et l'implantation de la CGT dans le département, sur la formation syndicale, ou sur l'activité des unions locales.

Après l'adoption des documents financiers, c'est le projet de document d'orientations qui a été discuté, amendé puis voté. Ce sera lui qui constituera la feuille de route de la Commission Exécutive élue par le congrès pour les 3 prochaines années. Sur les 24 membres de cette CE, 9 sont nouveaux. Nous leur souhaitons donc la bienvenue et ferons en sorte de faciliter leur acclimatation dans ce nouvel univers. En espérant que les décisions qu'ils-elles seront amené-e-s à prendre trouveront de l'écho dans les syndicats.

Le congrès s'est clôturé par le discours conclusif, puis l'hommage et remise des cadeaux à Corinne Rey pour son départ. Que les pistes dégagées par le congrès nous soient favorables !

Mathieu LE ROCH
Secrétaire général de l'UD CGT de Dordogne



CONGRÈS DE L'UD CGT DE LA VIENNE



Entre les présidentielles et les législatives, le congrès de l'union départementale des syndicats CGT de la Vienne s'est déroulé du 4 au 6 mai aux Roches-Prémaries (au Sud de Poitiers).



Entre les présidentielles et les législatives, le congrès de l'union départementale des syndicats CGT de la Vienne s'est déroulé du 4 au 6 mai aux Roches-Prémaries (au Sud de Poitiers). L'UD de la Vienne, habituée à tester de nouvelles méthodes d'animation, a fait le choix de consacrer la première journée aux échanges entre congressistes. La moitié d'entre eux a donc pu échanger sous la forme de « café du monde » sur les enjeux de syndicalisation ; l'autre moitié a travaillé sur l'enjeu des élections professionnelles, avec la présence de Philippe Martinez.

Le deuxième jour, la forme a été plus traditionnelle, avec les débats sur les statuts et les orientations. Celles-ci sont sur deux axes : D'abord le renforcement de la CGT, passant nécessairement par la syndicalisation. Sans retrouver un caractère de masse, dans les syndicats existants, et dans les entreprises où la CGT n'existe pas, il ne peut pas y avoir de véritable conquête sociale. Ensuite, la construction revendicative partant des besoins exprimés par les travailleur-euse-s, et amenant à la lutte collective. Le but est de pouvoir retrouver des revendications portées par le maximum de camarades, tant sur les salaires, que la sécurité sociale, l'accès aux loisirs, aux transports, etc...

Le dernier jour, le congrès a laissé la parole aux camarades des fonderies alu, qui participaient avec

leur syndicat à leur dernier congrès d'UD à cause de la fermeture de l'usine. L'ovation de la salle face à la lutte remarquable des fondeurs, au courage des travailleur-euse-s, a amené beaucoup d'émotions. Enfin, les congressistes ont élu la nouvelle équipe de direction de l'UD : 29 camarades sont élu-e-s à la CE de l'UD de la Vienne, 9 nouveaux et 20 renouvellements. Catherine Giraud, diététicienne au CHU de Poitiers, secrétaire générale de l'UD 86 depuis 2013 est succédée par Julien Hémon, téléconseiller en centre d'appel prestataire. Catherine a été largement applaudie et remerciée par l'ensemble des camarades présent-e-s. Toutes et tous reconnaissent l'investissement personnel important qu'elle a donné à la CGT, dans son syndicat, à l'UD et à la Confédération où elle est toujours élue à la CE Confédérale.

J'ai la chance d'être dans le bureau de l'UD depuis 2016, d'abord comme secrétaire à la communication puis secrétaire général adjoint. Les mobilisations contre la loi travail, les retraites, ont été des moments intenses de l'activité de l'UD, et aujourd'hui, après des élections législatives donnant une large majorité aux partis politiques qui soutiennent le capitalisme, nous aurons besoin de toute l'expérience des camarades pour aider les travailleur-euse-s à faire face aux luttes qui s'annoncent.

En effet, la montée de l'extrême droite, la large majorité du discours du MEDEF à l'assemblée nationale, ne nous permettent pas d'être optimiste sur le terrain des conquêtes sociales. Il faut que la CGT, toute la CGT, revienne sur le champ des conquêtes sociales, nous devons être plus forts et plus nombreux pour faire pencher la balance.

Julien Hémon
Secrétaire général de l'UD CGT de la Vienne

FORUM

PRÉSENTATION
& DÉBATS avec les organismes sur
TRAVAIL & HANDICAP



20 OCTOBRE 2022

HÔPITAL DE BRIVE

Salle de conférence

1 Boulevard Verlhac - 19100 Brive-la-Gaillarde

Inscription
auprès du secrétariat
du Comité régional CGT NA
au 05 55 79 52 47 ou
antenne.limoges@cgt-na.fr



Collectif Travail Santé Protection Sociale Handicap
CGT Nouvelle-Aquitaine

